

PROJET DE MARCHE A COMPLETER, PARAPHER ET SIGNER

PROJET DE MARCHE N ° B20-04346-EB



ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Emmanuel SABONNADIÈRE, agissant en qualité de
Directeur de l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S
_____,

représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de
_____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1 - OBJET | 3 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS | 3 |
| ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS | 4 |
| ARTICLE 4 - ETENDUE DE LA MISSION ET PHASES DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 5 |
| ARTICLE 6 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE | 6 |
| ARTICLE 7 - LIVRABLES | 7 |
| ARTICLE 8 - RECEPTION DES PRESTATIONS | 8 |
| ARTICLE 9 - GARANTIE | 8 |
| ARTICLE 10 - RESPONSABILITES - ASSURANCES | 8 |
| ARTICLE 11 - DUREE/DELAIS | 9 |
| ARTICLE 12 - PRIX | 10 |
| ARTICLE 13 - PENALITES | 10 |
| ARTICLE 14 - FACTURATION - REGLEMENT | 11 |
| ARTICLE 15 - REGIME FISCAL | 12 |
| ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR] | 12 |
| ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER] | 12 |
| ARTICLE 18 - CONCLUSION DU MARCHE | 13 |

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire qui accepte la réalisation d'une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), ci-après dénommée « les Prestations », au sens des articles R4532-4 et suivants du code du travail.

Les Prestations ont pour cadre la réalisation des opérations de désamiantage, d'aménagement et de rénovation de l'ensemble du bâtiment 40, situé sur le site du CEA Grenoble, dénommé ci-après « l'Ouvrage », dans les conditions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 codifiée et de ses textes d'application relative à la maîtrise d'ouvrage et ses rapports avec le coordonnateur sécurité.

1.2 - Les Prestations sont effectuées pour le compte du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA), maître d'ouvrage.

1.3 - Le Titulaire du marché maîtrise d'œuvre est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement. La mission complémentaire d'ordonnancement, de coordination et de pilotage du chantier (OPC) complète la mission de maîtrise d'œuvre.

1.4 - Le contrôleur technique, chargé d'une mission de contrôle technique, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

1.5 - Un coordonnateur des systèmes de sécurité incendie, chargé d'une mission de coordination, est en cours de désignation. Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B20-04345-EB avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé SFETN/DC 056 2020 en date du 20/07/2020) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de février 2013) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée _____ du _____, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

M. Dominique COGNEAU – LETI/DPFT/SFETN - Tél. : 04.38.78.20.79 - Email : dominique.cogneau@cea.fr

M. Jean-François GIRARD - Service LETI/DPFT/SFETN - Tél. : 04.38.78.31.69 – Email : jean-francois.girard@cea.fr

M. Florian MASSIT.- Service LETI/DPFT/SFETN - Tél. : 04.38.78.11.12 – Email : florian.massit@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Mme. Estelle BASTIEN - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.05.25 - Email : estelle.bastien@cea.fr

Mme. Anne MANGIN - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.05.26 – Email : anne.mangin@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50
Email : S3C_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

_____ Tél : _____
Email : _____

Correspondant commercial :

_____ Tél : _____
Email : _____

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____
Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - ETENDUE DE LA MISSION ET PHASES DU MARCHE

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges visé à l'article 2 du présent marché. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les prestations confiées au Titulaire font l'objet d'une tranche ferme et de trois tranches optionnelles. Seule la tranche ferme est exécutoire dès la signature du marché.

4.1 - Tranche ferme : phase d'étude, de conception et d'élaboration pour les projets désamiantage et travaux 40.05 et 40.07

La tranche ferme comprend :

- L'analyse des phases APS, APD, PRO.
- L'élaboration du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).
- La constitution du Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).
- L'ouverture du Registre-Journal.
- La définition des sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.
- La mise en place des mesures nécessaires à la coordination du chantier,
- L'élaboration du document harmonisé de l'organisation des livraisons (DHOL).

Les Prestations attendues ainsi que le contenu de chaque tâche sont détaillés dans le cahier des charges cité à l'article 2 du présent marché.

4.2 - Tranches optionnelles : phase de réalisation de l'Ouvrage

Les tranches optionnelles comprennent :

- Une mission de coordination générale,
- La prise en compte des interférences avec les activités sur le site,
- La gestion de l'accès au chantier,
- La vérification des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et PGCSPS,
- Les mise à jour du PGCSPS, le registre journal.

Les Prestations attendues ainsi que le contenu de chaque tâche sont détaillés dans le cahier des charges cité à l'article 2 du présent marché.

La **tranche optionnelle n°1** correspond à la phase de réalisation des prestations de désamiantage tel que détaillé au cahier des charges.

La **tranche optionnelle n°2** correspond à la phase de réalisation des prestations de travaux du bâtiment 40.05 tel que détaillé au cahier des charges.

La **tranche optionnelle n°3** correspond à la phase de réalisation des prestations de travaux du bâtiment 40.07 tel que détaillé au cahier des charges.

Le CEA affermit la ou les tranches optionnelles, si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins un (1) mois avant le terme du marché.

Le non-affermisssement de la ou des tranches optionnelles ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 - Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les sites du CEA et plus généralement à toutes instructions qui lui sont données par le CEA dans ces domaines. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel auquel il est tenu de donner toutes instructions.

5.2 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification , jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

5.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

5.4 - Habilitation - Certification

Le Titulaire, étant directement responsable de son personnel et de sa sécurité, s'engage à affecter aux Prestations, objet du présent marché, un personnel disposant d'une qualification appropriée et dûment habilité dans les diverses spécialités nécessaires à l'exécution des Prestations.

Si la réalisation d'une partie des Prestations nécessite des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par du personnel titulaire des habilitations correspondantes.

Le CEA se réserve le droit de refuser certaines personnes s'il s'avérait que leurs habilitations et/ou qualifications se révèlent insuffisantes ou non conformes dans l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

6.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

6.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être

amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

6.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges. Ces réunions se feront à la demande du CEA.

Le Titulaire participe aux réunions techniques de mises au point avec le CEA, le concepteur réalisateur et le contrôleur technique lors du choix des principales options ainsi que lors du démarrage du chantier.

Le Titulaire réalise les visites de chantier conformément au cahier des charges visé à l'article 2 du présent marché, pour renseigner le CEA sur le respect, par les entreprises, de la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

Le Titulaire participe également aux réunions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre en vue de la validation des modifications du projet et des options prises.

Un compte rendu est diffusé à l'ensemble des acteurs du chantier à l'issue de chaque visite ou réunion de chantier.

ARTICLE 7 - LIVRABLES

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables" et les tenir à jour tout au long du marché.

De façon générale, à la fin de chaque mois, le Titulaire informe le CEA de l'état d'avancement de sa mission.

La remise des Livrables est une condition de Réception des Prestations par le CEA.

Chaque document remis par le Titulaire fait l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement par les parties.

7.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme d'un CD-Rom et d'1 tirage sur support papier.

7.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 8 - RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception des Prestations, objet de chacune des tranches, est prévue à la fin de la tranche correspondante et remise de l'ensemble des documents, à la charge du Titulaire, mis à jour et acceptés sans réserve par le CEA, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Documents par le CEA (Réception des Prestations).

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie.

ARTICLE 9 - GARANTIE

Pendant un délai de 12 mois à compter de la date de Réception des Prestations, le Titulaire s'engage à corriger toute erreur de son fait, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA, conformément aux Conditions Générales d'Achat du CEA.

Pendant ce délai de garantie, tous les frais de fourniture, de main d'œuvre et de déplacement du personnel sont à la charge du Titulaire.

Si le Titulaire ne respecte pas l'obligation ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter les Prestations par un tiers aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier ne puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou afférents au savoir-faire.

Les observations ou approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITES - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et

nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 11 - DUREE/DELAIS

11.1 - Tranche ferme

T0 étant la date de signature du marché, T1 la date de remise du dossier APS par le CEA, T2 étant la date de remise du dossier APD par le CEA, le Titulaire s'engage à respecter les délais suivants :

- Ouverture du Registre Journal de Coordination : T0 + __ jours ouvrés.
- Remise de la trame du DIUO : T0 + __ jours ouvrés.
- Rapport d'analyse du dossier APS : T1 + __ jours ouvrés.
- Rapport d'analyse du dossier APD : T2 + __ jours ouvrés.

(à compléter par le soumissionnaire à la remise de son offre)

Conformément au paragraphe 8.4.2.1 du cahier des charges, le PGCSPPS est remis au CEA dans un délai de 15 jours avant l'envoi des dossiers de consultation des entreprises.

11.2 - Achèvement de la mission

La réception des Prestations, objet de chacune des tranches, est prévu à la fin de la tranche correspondante et remise de l'ensemble des documents, à la charge du Titulaire, mis à jour et acceptés sans réserve par le CEA.

L'achèvement du présent marché est constaté par procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

Il est fait application du Chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - PRIX

12.1 - Tranche ferme

Le montant des Prestations, objet de la tranche ferme définie à l'article 4 du présent marché, est fixé à la somme ferme et forfaitaire de _____ € HT (_____ Euros Hors Taxes).

Ce montant comprend la réalisation de l'ensemble des missions définies au cahier des charges.

(à compléter par le soumissionnaire à la remise de son offre)

12.2 - Tranche optionnelle n°1

Le montant des Prestations, objet de la tranche optionnelle n°1 définie à l'article 4 du présent marché, est fixé à la somme ferme et forfaitaire de _____ € HT (_____ Euros Hors Taxes).

(à compléter par le soumissionnaire à la remise de son offre)

12.3 - Tranche optionnelle n°2

Le montant des Prestations, objet de la tranche optionnelle n°2 définie à l'article 4 du présent marché, est fixé à la somme ferme et forfaitaire de _____ € HT (_____ Euros Hors Taxes).

(à compléter par le soumissionnaire à la remise de son offre)

12.4 - Tranche optionnelle n°3

Le montant des Prestations, objet de la tranche optionnelle n°3 définie à l'article 4 du présent marché, est fixé à la somme ferme et forfaitaire de _____ € HT (_____ Euros Hors Taxes).

(à compléter par le soumissionnaire à la remise de son offre)

ARTICLE 13 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

13.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés pour la remise des documents prévus au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 100 euros par jour calendaire de retard.

13.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des hypothèses susvisées, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard.

13.3 - Continuité de l'activité

En cas d'arrêt de l'activité le CEA applique au Titulaire une pénalité de 1 000 Euros par jour d'arrêt constaté.

13.4 - Absence aux réunions et visites injustifiées

En cas d'absence injustifiées aux réunions et visites prévues, le CEA applique au Titulaire une pénalité de 200 Euros par absence injustifiée.

13.5 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 14 - FACTURATION - REGLEMENT

14.1 - Conditions de facturation

Chaque facture doit reprendre les termes de paiement facturés antérieurement.

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

15.1.1 - Tranche ferme :

- 15% du montant TTC de la tranche ferme à l'ouverture du Registre Journal, accepté par le CEA.
- 15% du montant TTC de la tranche ferme à l'analyse des dossiers phase APS, acceptée par le CEA.
- 15% du montant TTC de la tranche ferme à l'analyse des dossiers phase APD, acceptée par le CEA.
- 15% du montant TTC de la tranche ferme à l'analyse des dossiers phase PRO, acceptée par le CEA.
- 25% du montant TTC de la tranche ferme à la remise du PGCSPS, accepté par le CEA.
- 15% du montant TTC de la tranche ferme à la remise du DIUO de phase conception, accepté par le CEA.

15.1.2 - Tranches optionnelles :

- 90 % du montant TTC de la tranche optionnelle concernée, sur situation mensuelle, après remise d'un rapport récapitulatif de l'ensemble des livrables remis dans le mois écoulé, acceptés par le CEA sans réserves,
- 10 % du montant TTC de la tranche optionnelle concernée à la Réception sans réserves de la tranche optionnelle.

14.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
Tél. : 01 69 08 47 50
FRANCE

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres

L'envoi des factures par voie postale est strictement réservé aux entreprises bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 2014 précitée.

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en 1 exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
Tél. : 01 69 08 47 50

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 15 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 16 - JURIDICTION COMPETENTE **[Si fournisseur FR]**

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE **[si fournisseur étranger]**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 18 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé afin que le CEA procède à sa notification.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,